

N° 47 - 15 OCT.-15 NOV. 67

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre  
c'est être informé

# LE PEUPLE BRETON

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

## APRES QUIMPER ET REDON LA LUTTE POUR LA SURVIE DE LA BRETAGNE DOIT UNIR TOUTES LES FORCES DE GAUCHE

(VOIR NOTRE EDITO, PAGE 2)

### Les tendances actuelles du syndicalisme agricole

Notre collaborateur C. Cunevet qui a dans de précédents numéros analysé l'évolution de l'agriculture bretonne et expliqué les dangers qu'elle court dans un marché commun libéral, décrit dans ce numéro les différentes tendances du syndicalisme agricole actuel. Il n'est pas possible de bien comprendre les manifestations agricoles du mois d'octobre si on ne connaît pas ces tendances.

Les récentes manifestations agricoles ont une nouvelle fois mis en évidence les divergences de plus en plus profondes qui existent dans le monde agricole :

— le 26 juin, les agriculteurs bretons manifestent leur mécontentement à l'égard de la politique agricole commune et leurs craintes devant les perspectives offertes par le Marché commun ; ceci à l'appel de la F.R.S.E.A.-Ouest (1) et du C.R.J.A. (2), mais sans le soutien de la F.N.S.E.A. (3).

— le 2 octobre, la Fédération Nationale se voit contrainte d'organiser dans l'ensemble de la France des manifestations de protestation contre la politique agricole en matière de productions animales, pour ne pas perdre le contrôle de ses troupes et éviter une scission à l'intérieur de l'organisation syndicale ; mais seule l'agriculture pauvre des régions périphériques manifeste, c'est-à-dire, la Bretagne, l'Ouest, le Sud-Ouest et le Massif Central.

— enfin, le 12 octobre, le Comité de Guéret (d'inspiration socialiste) et le M.O.D.E.F. (4) d'influence communiste manifestent à leur tour, surtout dans le Centre - Sud-Ouest. La FNSEA les accuse d'entreprendre une « manœuvre de division agricole » ; notons que cette date du 12 octobre avait été retenue par ces organisations bien avant la journée du 2 octobre.

On voit que la FNSEA, organisation syndicale officielle, éprouve quelques difficultés à se faire passer pour représentative de « l'Agriculture française » et à entretenir le mythe de l'unité de la profession. Analyses de façon plus précise les tendances qui se manifestent actuellement dans le syndicalisme agricole ; les divers courants en pré-

sence se rattachent à l'un ou à l'autre des deux types de régions agricoles qui caractérisent l'agriculture actuelle : les régions de grande culture et les régions d'agriculture paysanne.

#### L'AGRICULTURE CAPITALISTE :

Les régions de grande culture constituent le secteur agricole modernisé capitaliste, qui comprend aussi bien les grandes exploitations de polyculture mécanisées du Bassin Parisien (céréales - betteraves), que certaines exploitations spécialisées (domaines viticoles et rizicoles, maraichage, arboriculture, etc.). Ces entrepreneurs agricoles disposent d'exploitations à haute productivité et sont bien armés pour triompher dans un marché libéral de plus en plus concurrentiel, d'autant plus que la politique agricole communautaire leur est très favorable : la betterave et les céréales sont les seules productions qui soient assurées d'un prix rémunérateur dans une Europe libérale. En outre, ces régions proches des centres de consommation ne peuvent que tirer profit, à l'avenir, de la tendance à la sur-concentration géographique des hommes, des capitaux, et des produits (aussi bien agricoles qu'industriels) qui caractérise le développement capitaliste.

#### LA F.N.S.E.A. OU LE SYNDICALISME TRADITIONNEL :

Ces « gros exploitants » s'expriment au travers de deux organisations : l'A.P.C.A. (5) qui regroupe encore en majorité les « personnalités » et les « notables » du monde agricole et la F.N.S.E.A. ; malgré la présence de certaines fédérations départementales ou



Cliché « Le Peuple Breton »

Un manifestant « sonné » relevé par ses camarades à Quimper

chambres d'agriculture progressistes au sein de ces organisations, les positions de la tendance traditionnelle conservatrice prévalent toujours au niveau des états-majors nationaux. Ces dirigeants sont dans l'ensemble assez proches des milieux centristes, sinon de la majorité elle-même ; ce qui explique qu'ils aient donné leur caution

### LA DEFAITE DE L'U.N.R. RICHET A ST-BRIEUC

(Voir notre article page 3)

### VERS UN FRONT BRETON PROGRESSISTE

(Voir notre compte rendu de la journée de Lorient, page 3)

à une politique européenne qui les sert mais qui, par contre — telle qu'elle est conçue actuellement — condamne les régions périphériques. D'où l'em-

(Suite page 4)

(1) F.R.S.E.A. Ouest : Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitation Agricole Région Ouest (Bretagne - Pays de Loire).

(2) C.R.J.A. : Centre Régional des Jeunes Agriculteurs.

(3) F.M.S.E.A. : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitation Agricoles.

(4) M.O.D.E.F. : Mouvement de Défense des Exploitations Familiales.

(5) A.P.C.A. : Assemblée des Présidents de Chambre d'Agriculture.

Le début d'un grande étude:

## QUEST OU BRETAGNE

par J. THOMAS

Dans ce numéro :  
UN CHOIX FONDAMENTAL

(page 5)





# La position de notre Parti à Lorient

A titre documentaire, nous croyons intéressant de publier le texte intégral de l'intervention de notre camarade R. LEPROHON, membre du Comité Directeur de l'U.D.B., lors de « la Journée d'Action Régionale Progressiste » de Lorient.

Notre collaborateur J. THOMAS fait plus loin le bilan de cette journée.

Mesdames, Messieurs, chers amis, camarades,  
L'Union Démocratique Bretonne, fondée le 1<sup>er</sup> janvier 1964, travaillant depuis trois ans en Bretagne, au sein de la gauche, se réjouit de la présence aujourd'hui à Lorient des amis d'« Ar Falz » et de tous les partis de gauche en Bretagne, unis dans le même combat et la même recherche.

Nous sommes d'accord, pour l'essentiel, avec ce qui a été précédemment dit à cette réunion. Cependant, nous estimons qu'il faut poser quelques questions préalables :

## 1<sup>o</sup> DE QUOI PARLONS-NOUS ICI ?

Il semblerait qu'il règne encore au sein de la gauche une incertitude des plus graves sur le sens du mot « région », voire « province » : comme le disent certains nostalgiques de l'Ancien régime. Ici, on peut penser que l'incertitude est plus légère : on parle tantôt de la Bretagne à 4 départements, la Bretagne U.N.R., tantôt de la Bretagne à 5 départements : la vraie.

## Jean AUBAULT

Joaillier - Horloger  
LIP — LONGINES

123, rue de Fougères  
RENNES

Mais malheureusement nos camarades syndicalistes ouvriers et paysans se battent encore trop souvent pour un « Ouest » vague qui fait bien l'affaire du gouvernement : tantôt il s'agit d'une dizaine de départements, ou de quinze ; tantôt du « grand Ouest » à 30 ou 40 départements... Tantôt on discute du problème régional, tantôt on discute du problème breton.

Pourtant le problème breton est absolument spécifique et particulier. C'est Debré qui disait qu'il n'y avait pas de problème breton, mais un problème de la France vis-à-vis de quelques unes de ses régions moins développées... Or si nous avons, — indiscutablement — plusieurs problèmes en commun avec des régions françaises (problème du chemin de fer à voie étroite ; Bretagne et Corse, alcoolisme ; Bretagne et Basse-Normandie, sous-industrialisation ; Bretagne et Vendée, problème de la langue ; Bretagne et Pays Basque : exode rural ; Bretagne et Auvergne, etc...) nous avons, non moins indiscutablement, un propre, l'ensemble de ces facteurs communs et cela constitue le problème breton, celui de la seule Bretagne.

Or cette Bretagne est fondamentalement différente de l'Ouest où on voudrait tant nous voir diluer notre combat. Sur le plan où cela peut paraître le moins assuré, le plan agricole, les choses sont nettes. Reportez-vous au livre « Une France sans paysans », publié au « Seuil » par des techniciens de l'agriculture, sans parti pris breton quelconque. Or les auteurs de ce livre distinguent nettement — les cartes le prouvent — une agriculture bretonne concernant nos cinq départements, Loire-Atlantique comprise. N'oublions pas que l'artificielle division de la Bretagne qui sépare le prolétariat combatif nazairien des autres Bretons a constamment été voulue par le pouvoir central depuis Napoléon III au moins, et méfions-nous de faire le jeu du gouvernement actuel en cette matière.

Il y a, pour nous, U.D.B. une première nécessité pour la gauche : bien situer notre combat qui, ici, ne peut être qu'un combat breton. La Bretagne, ce n'est pas « l'Ouest » de Paris, c'est notre pays, un pays qui a son nom comme tous les autres. Un journaliste de gauche, Michel Bosquet, du « Nouvel Observateur », écrivait à propos des hommes qui luttent sur place pour la survie de leur région, que celle-ci « n'est pas seulement un morceau quelconque du territoire, mais leur pays, un pays dont ils mesurent les potentialités et pour lequel ils sont prêts à des sacrifices et à des efforts que le banquier

ou le technocrate parisien n'imaginent même pas... » (13-12-1966).

## 2<sup>o</sup> DEUX DEMARCHES FACE AU PROBLEME BRETON

On peut, ainsi que l'ont fait avant nous ici le Dr Fichez, notre ami d'« Ar Falz », ou Bescond,  
— percevoir un problème,  
— analyser ce problème,  
— et essayer de le résoudre selon sa spécificité.

C'est la première démarche, familière à la gauche en Bretagne.

On peut aussi :  
— percevoir un problème,  
— analyser ce problème,  
— le rattacher aux autres problèmes et ainsi définir un fait breton auquel il faut ensuite chercher une solution.

C'est la démarche que l'U.D.B. voudrait voir adopter toujours à la gauche.

Cette solution de la question bretonne passe par un minimum qui comprend pour nous :

— la suppression du préfet (nous nous souvenons que c'était là une des bases de l'action du P.S.U. à sa fondation, et le camarade Guillemot demande sensiblement la même chose, au nom des communistes) ;

— l'élection au suffrage universel d'une assemblée régionale et la mise en place d'un exécutif régional dont les attributions et les pouvoirs devront être définis

en harmonie avec les organes correspondant du pouvoir central. C'est là pour nous un minimum — minimum en Bretagne, comme en U.R.S.S. ou en Yougoslavie.

Ceci constituerait l'amorce d'un programme commun minimum. En vue de promouvoir une telle base, nous avons présenté aux dernières élections un « programme minimum démocratique régional » (P.M.D.R.) aux candidats de gauche. Nous avons eu la satisfaction d'avoir l'accord de la plupart des candidats de gauche de nos cinq départements. Cela ne doit pas rester un simple engagement électoral. Nous devons en faire une base de discussion et d'action pour la gauche bretonne une contre le capitalisme et le centralisme. Nos camarades des autres partis doivent, à notre avis, chercher à faire inscrire ce minimum dans le futur programme commun national de la gauche.

## 3<sup>o</sup> L'ACTION BRETONNE EST NÉCESSAIRE

1) Des études restent nécessaires à la gauche. Nous l'avons bien vu ce matin au cours de l'excellent exposé du camarade Bescond qui a posé beaucoup de problèmes qui sont rarement familiers à la gauche bretonne. De ce point de vue, le travail accompli dans les clubs parisiens par nos camarades bretons exilés est excellent et doit continuer et être rendu accessible à tous ceux qui, à gauche, veulent pour la Bretagne. On peut aussi songer à fonder, à gauche, une commission d'études bretonnes qui — autour de M. Philipponneau — reprendrait pour l'information du peuple breton les études rendues impossibles par la suppression de la commission que dirigeait le président de la F.G.D.S. d'Ille-et-Vilaine.

2) Il est nécessaire — comme l'a souligné le camarade communiste — de mener sans cesse une campagne d'information concrète à la base : c'est en informant nos compatriotes que nous les mènerons au bon combat, alors qu'ils sont encore trop victimes de l'influence de la presse-opium régionale.

3) Si la gauche va au combat, armée des seuls chiffres et statistiques, elle échouera contre le gaullisme. En effet, en Bretagne, le vote à droite pour de Gaulle n'est pas toujours un vote réactionnaire classique. Nos compatriotes sont aliénés : pour eux, voter de Gaulle se confond avec une certaine forme de respect de la France ou de la Providence. A la mystique gaulliste, il faut que la gauche oppose un autre

(Suite page 2)

## LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



— COTES-DU-NORD. A Loudéac, 500 agriculteurs se sont opposés à une adjudication de terre. Sur une ferme de 10 hectares 50, mise en vente par lots en juillet dernier, l'acquéreur d'une parcelle de 2 hectares 25 était venu porter une surenchère de 10 % sur trois autres lots acquis par la S.B.A.F.E.R. (Société bretonne d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural). Le syndicat agricole local s'est opposé à cette nouvelle surenchère : 500 agriculteurs et les responsables des organisations agricoles du Morbihan, du Finistère, et de l'Ille-et-Vilaine se sont opposés à la vente. Les dirigeants syndicaux ont affirmé leur détermination à résoudre rapidement les problèmes de structure, en particulier en s'opposant aux surenchères excessives portées sur les terres de culture. La terre est liée au moyen de spéculation et d'exploitation capitaliste ; alors qu'elle ne devrait être qu'un outil de travail.

— FINISTÈRE. A Brest, la rentrée scolaire s'est faite non sans difficultés. Des centaines d'enfants de la rive droite doivent continuer à travailler dans des groupes scolaires provisoires, dans des classes-baraques. D'autres enfants ne sont acceptés en maternelle qu'à mi-temps, faute de classes ou de maîtresses en nombre suffisant. De nombreux enfants de 14 ans et plus qui voulaient apprendre un métier se sont vus refuser l'entrée dans les C.E.T.

Et toujours la rentrée scolaire se fait sous le signe de l'optimisme, celui de Fouclat, celui de Peyrefitte : depuis cinq ans et plus les problèmes scolaires sont en passe d'être résolus !

— ILLE-ET-VILAINE. La lutte anti-syndicale continue à Citroën ; qu'on en juge par ce témoignage : « La usine de la Janais, située sur le bord de la route de Nantes, nous étions huit (à une distribution de tracts) aux différentes entrées de l'usine. Il y avait également des membres de la direction Citroën (une vingtaine) dont M. Caron, directeur de l'usine... »

A la distribution de midi, un de nos camarades s'est fait coincer, tandis qu'un autre a failli se faire écraser par une voiture. Par contre, le soir, lors de la distribution normale, effectuée par deux militants, ceux-ci ont été littéralement encerclés et insultés pendant qu'un autre agent de la direction subtilisait les tracts qui étaient dans une

classe en carton et les emmenait vers l'usine... » (syndicalisme — sep. 67). Tous les moyens d'intimidation et de répression sont bons (rappelons pour mémoire l'affaire Yannick Frémin, délégué C.G.T.). Résultat : aux élections de délégués du personnel des deux usines Citroën, 20 seulement sur les 6 440 ouvriers ont voté. Mais au second tour, il y avait des listes non-syndicales, celles des « candidats libres » (sic). Résultats du second tour : votants 1 037... « candidats libres » 805 ! Une fois de plus le patronat et la direction de Citroën ont gagné les élections contre la liberté.

Le préfet de région, recevant une délégation des syndicats, a dit n'avoir aucun moyen de contrainte : ce préfet est pourtant le serviteur et le représentant du même état que celui qui vient d'accorder 175 millions d'anciens francs pour 1966 à Citroën au titre de la formation professionnelle.

A Redon, une cinquantaine de licenciements doivent intervenir dans la première quinzaine d'octobre à l'usine Flaminiaux. Ces licenciements toucheront surtout la main d'œuvre féminine. La direction de l'usine espère qu'ils pourront n'être que temporaires. Toujours des espérances.

— LOIRE-ATLANTIQUE. Aux Ateliers et Chantiers de Bretagne, on parle à nouveau d'une trentaine de licenciements.

Aux Chantiers de l'Atlantique, le bureau d'études va quitter Saint-Nazaire pour la région parisienne (La Courmeuve sans doute) : il y aura concentration de la partie « Études » pour différents chantiers (Atlantique, Normandie, La Seyne, etc...) Une fois de plus un vide la Bretagne de ses cadres, au profit d'une région parisienne déjà monstrueuse ! Sans compter que le commerce de Saint-Nazaire se ressentira du départ de cette clientèle. Le reste du personnel n'est pas à l'abri de difficultés que pourraient amener cette réorganisation des Chantiers de l'Atlantique.

— MORBIHAN. L'important dépôt ferroviaire d'Auray a vu son effectif diminuer en tonnage chaque année. De 227 en 1965, il est tombé à 180 cette année. Les partants ne sont pas remplacés et la promotion peut se faire, mais ailleurs. Le choix est encore si bête ou la déportation. A Ploemeur, les enfants de deux villages ont manqué la rentrée pour protester contre l'absence d'un service de ramassage scolaire.

## LES ELECTIONS

(Suite de la page 3)

sonner par l'habituel chantage anti-communiste.

Une autre leçon, fort encourageante, de cette élection : la possibilité pour la gauche, lorsqu'elle est unie et représentée par des hommes valables, de devenir majoritaire, même dans des circonscriptions naguère considérées comme « modérées », et c'est le cas de Saint-Brieuc. Les chiffres sont éloquentes à cet égard. En 1958, les partis de gauche ne réunissaient dans cette circonscription que 37 % des suffrages exprimés. En 1962, ce pourcentage passait à 46,6 %. En mars 1967 (2<sup>e</sup> tour des législatives), il dépassait les 50 %, pour atteindre enfin 55 % le 24 septembre dernier. La gauche l'emporte cette fois-ci dans 37 communes contre 25 en mars dernier. En moins de 10 ans, près d'un électeur sur 3 a changé d'avis, passant de la droite réactionnaire à la gauche socialiste et régionaliste. Or, la gauche, si l'on se base sur les résultats des dernières élections législatives, représente actuellement 36 à 37 % des voix dans l'ensemble de la Bretagne.

La progression constatée à Saint-Brieuc illustre parfaitement ce que nous écrivions ici même au lendemain des législatives de

## MAISON DE LA GALETTE

VENTE A EMPORTER  
Madame LELIEVRE  
6, place Sainte-Anne, Rennes

mars 1967 : la Gauche unie peut et doit, dans les années qui viennent, faire un nouvel effort, surtout auprès des jeunes, pour gagner les 14 à 15 % de voix qui lui manquent pour rallier la majorité du corps électoral breton (2).

Cela montre aussi que l'opinion politique peut évoluer assez rapidement pour peu que l'on s'attache à résoudre leurs problèmes, économiques, sociaux, culturels. Les gains remarquables de Le Foll, candidat qui n'a pas craint de déplorer, dans ses tracts électoraux l'ignorance systématique de la réalité bretonne dans les rapports officiels et l'aide dont bénéficie le Québec « alors que la Bretagne est laissée à l'abandon » sont, pour les militants bretons, une leçon en même temps qu'un espoir, une satisfaction en même temps qu'une invitation au travail politique.

Jean THOMAS.

(2) Le Peuple Breton (n° 4), avril 1967.  
(1) La presse parisienne — par compensation sans doute — fait état de la qualité de « barde breton » du gaulliste Richet et de son appartenance à « une compagnie de druides » (sic)...

Composition linotype à façon  
REVUES — TABLEAUX — THESES

LINARMOR

15, rue des Fossés — RENNES

Imprimerie Commerciale, Rennes

Directeur de la publication : J.-Y. Vaillard  
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387  
Tirage : 1 500 — Dépôt légal 4<sup>e</sup> trimestre 67